

# Une stratégie de la « décroissance » pour les céréaliers français

© 20/05/2020 |  Terre-net Média

Les céréaliers français ont dénoncé mercredi la perspective de « décroissance », que font peser selon eux sur l'agriculture, les propositions formulées par la Commission européenne concernant l'alimentation, qui prévoient notamment une réduction de 50 % des pesticides d'ici 2030.

« Dans un moment où la souveraineté alimentaire est affichée comme une priorité, les propositions de la commission dessinent comme seule perspective celle de la décroissance », ont estimé les producteurs de blé, de maïs, d'oléoprotéagineux et de betteraves, dans un communiqué commun.

« C'est inacceptable et nous appelons les pouvoirs publics européens et nationaux à renoncer aux effets d'annonce faciles et à enfin engager, avec les acteurs concernés, une réflexion sérieuse et cohérente sur l'agriculture et l'alimentation de demain », ont-ils ajouté.

Voir les propositions de la Commission européenne : [25 % des terres en bio et une réduction de 50 % des phytos d'ici 2030](#)

Dans sa stratégie « de la fourche à la fourchette », présentée mercredi par la Commission dans le cadre de son « pacte vert », celle-ci s'est engagée notamment à proposer de réduire de moitié « l'utilisation et le risque de pesticides » d'ici 2030. Elle souhaite également une « baisse de 20 % de l'utilisation des engrais et une baisse de 50 % de la vente d'antimicrobiens pour les animaux d'élevage et l'aquaculture ».

“ Une chute de la production agricole française en céréales de l'ordre de 30 % en volume, et de 35 % en valeur

Une feuille de route qui se traduirait, si elle était appliquée, par « une chute de la production agricole française en céréales de l'ordre de 30 % en volume, et de 35 % en valeur », a affirmé Éric Thirouin, président de l'AGPB, syndicat des producteurs de blé, co-signataire du communiqué.

« Je ne vois pas où est la durabilité des exploitations agricoles, parce qu'économiquement, je ne vois pas comment on va pouvoir s'en sortir », a-t-il déclaré lors d'un entretien à l'AFP, estimant qu'une telle politique allait creuser davantage le déficit de l'Europe, en matière de souveraineté alimentaire.

Il a demandé une « étude d'impact » des mesures proposées par Bruxelles, lesquelles prévoient également que 10 % de la surface agricole soient consacrés « à des usages non productifs ».

Seul « point positif », pour Éric Thirouin, la volonté de Bruxelles d'encourager l'agriculture de précision. À l'aide d'outils connectés, comme les drones ou les stations météo, elle est fréquemment mise en avant comme une des solutions pour diminuer les pesticides, sans sacrifier les rendements des exploitations. « C'est un des moyens, mais à l'heure qu'il est, ça ne fera pas 50 % du chemin », a toutefois averti Éric Thirouin.